



Afrique – France: quel «New Deal»?

Compte-rendu du 3e panel vidéo¹

Face à la pandémie et à ses conséquences socioéconomiques sur le continent africain, le président Emmanuel Macron multiplie des annonces qu'il convient de décrypter, car au-delà des déclarations de bonnes intentions, ces propositions n'engagent pas de rupture avec les politiques menées jusqu'à présent. Qu'il s'agisse de la présence militaire de la France en Afrique et de sa stratégie au Sahel, de sa coopération économique, monétaire et commerciale ou de sa diplomatie et de ses alliances, les autorités françaises, vivement critiquées, continuent de privilégier la doctrine de la stabilité aux dépens des revendications démocratiques et de la souveraineté des peuples africains. Pourtant, des voies existent pour définir collectivement des coopérations en phase avec les aspirations populaires, les défis socioéconomiques, politiques et environnementaux.

La France, puissance en déclin, se refuse à rompre avec l'héritage colonial

C'est en montant sur les épaules de l'Afrique, que la France, en déclin industriel touchée par un chômage massif, entend conserver son statut de puissance dans les instances internationales, au conseil de sécurité de l'ONU, notamment. Pour **Anne-Cécile Robert**, le slogan des 3D, diplomatie, défense et développement, tout comme les annonces présidentielles relèvent d'opérations de communication. La politique africaine de la France marquée de l'empreinte de l'Union européenne qui finance plus de 60% des crédits de l'Agence française de développement, fait la part belle au monde des affaires et s'inscrit dans le développement du commerce sous le signe du libre-échange mondialisé promu par les instances européennes.

La présidence autoritaire de Macron caractérisée par la répression violente des mouvements sociaux et des gilets jaunes semble en outre inspirer et même autoriser de telles dérives vers l'autoritarisme en Afrique, comme au Sénégal où Macky Sall qui entretient l'ambiguïté sur sa volonté de briguer un troisième mandat, réprime les manifestations et entend réduire les oppositions à leur plus simple expression.

Les discours du président Macron n'évoquent pas la présence des entreprises françaises, comme celles de Bouygues et Bolloré qui perpétue pourtant l'économie d'empire tant décriée. Celle-ci va de pair avec la doctrine de la stabilité si nuisible à la prise en compte des revendications démocratiques. En écho au rapport de l'Institut Montaigne qui préconise le *restart*, les discours plaident pour le développement des start-ups et des nouvelles technologies, mais éludent les problèmes structurels et pêchent par une absence de narratif, alors que la présence de la France est en recul face à la Russie désormais installée en RCA et très influente au Mali. Face également à la Chine qui se déploie efficacement grâce au soft power des instituts Confucius et au yuan, monnaie d'échange international

¹ Avec **Félix Atchadé**, chargé des questions africaines au Parti de la gauche européenne, **Jibrin Ibrahim**, politiste, membre du Centre pour la démocratie et le développement (CDD) du Nigéria, **Kako Nubukpo**, économiste, professeur titulaire à la faculté de sciences économiques et de gestion de l'université de Lomé, **Anne-Cécile Robert**, journaliste, directrice des éditions et relations internationales au Monde diplomatique, professeure associée à l'université Paris 8, **Ndongo Samba Sylla**, économiste.

désormais utilisé par l'Angola. Et face aussi au Maroc qui renforce sa présence par les circuits financiers et bancaires et par la formation des imams.

L'activisme français ne change en rien les fondamentaux de sa politique. Le Franc CFA, survivance de l'ère coloniale, conserve sa parité fixe avec l'euro, grevant la compétitivité des économies de la zone - dont les balances commerciales demeurent structurellement déficitaires - et les échanges intracommunautaires qui sont passés de 15 à 11% ces dernières années. Au détriment de toute considération pour la croissance économique, la stabilité des prix reste l'obsession de la BCEAO. Si ce nouvel accord de coopération monétaire change la donne comme le répètent ses promoteurs, pourquoi aucun des Etats de la zone franc ne l'a-t-il encore ratifié ? Souligne **Kako Nubukpo**.

Concernant le moratoire sur le paiement des intérêts des dettes africaines et l'allocation de droits de tirage spéciaux exceptionnels par le FMI aux Etats-membres pour faire face à la crise, le compte n'y est pas. Distribués selon le système de quote-part, seuls 5% des DTS iront en Afrique alors qu'elle représente 17% de la population mondiale. Les déterminants de la dette sont éludés pour permettre sa reproduction, et l'autonomisation économique de l'Afrique est empêchée. L'impréparation et l'inconséquence des dirigeants africains en sont complices, alors qu'ils devraient agir pour permettre un endettement assumé.

Ndongo Samba Sylla invite à regarder la relation France-Afrique au prisme du Franc CFA, dont l'annonce de réforme concentre arrogance, duperie et sabotage. A Ouagadougou en 2017, La méthode Macron a commencé par du mépris à l'égard du président burkinabé, teinté de déni quand il a refusé de répondre à l'étudiant l'interrogeant sur les réserves d'or du Burkina logées au trésor français. Pourtant, à ce moment-là, 85% de ces réserves d'or monétaires y étaient bien déposées. La méthode présidentielle a viré à la farce démocratique lorsque l'accord monétaire et sa convention de garantie à laquelle les députés n'ont eu accès qu'après ratification, sont entrés en vigueur dès octobre 2020, avant la promulgation de la loi le 3 février 2021. L'Assemblée nationale française a donc voté un texte après son entrée en vigueur. Or selon la loi², toute réforme engageant le financement de l'Etat doit être ratifiée avant.

Début mai 2021, 5 mrds d'euros ont été retirés du compte d'opération sur un total de 9,4 mrds. Où se trouve le reste ? Aucune communication n'est disponible sur ce point. Par ailleurs, les 5 mrds continuent de garantir la monnaie ouest-africaine et la parité avec l'euro. Ils restent donc à la Banque de France et ne peuvent en aucun cas être mobilisés par la BCEAO. Pour dépenser davantage, les dirigeants africains devraient au contraire mettre un terme à la parité fixe, se doter d'une politique financière plus autocentrée et d'instruments de contrôle des mouvements de capitaux.

D'après **Jibrin Ibrahim**, l'empire coloniale français a reposé au 19^e siècle sur le développement de l'école coloniale dont la mission était d'ancrer la doctrine et la méthode de l'impérialisme français. La mission civilisatrice officielle contraste avec la doctrine anglaise plus utilitariste. Mais l'approche de la France fondée sur la tromperie l'était tout autant. Il est donc important d'expliquer les réalités sous-jacentes de ces politiques.

2012 est une date essentielle pour la France. Des djihadistes essaient de prendre Bamako. Face au déclin des capacités d'intervention du Nigeria, puissance active dans la gestion des crises de la région, la France doit intervenir. Ce fut l'occasion pour elle de récupérer son statut de puissance. Les Maliens l'ont remercié tout en blâmant le Nigeria. Mais la guerre contre le terrorisme a continué et la

² Article 53 de la Constitution française.

popularité de la France a rapidement décliné. Soupçonnée de soutenir les terroristes, elle est devenue l'ennemi. Macron a hérité de cette situation.

La France est historiquement le gendarme officiel de l'Otan en Afrique. L'arrivée de nouveaux acteurs a compromis sa capacité à protéger les intérêts de l'alliance atlantique sur le continent. Le paternalisme et la famille française, piliers de la transition vers les indépendances, consistaient en un pacte qui obligeait les dirigeants africains à prêter allégeance à la France sinon ils étaient déchus par des coups d'Etat. Avec l'arrivée des Chinois, efficaces dans leur politique de développement, et de la Russie, cette doctrine est mise à mal. Les chefs d'Etat africains confrontés à des populations qui ne croient plus en leurs dirigeants et estiment que la France est l'ennemi, ont dû renouveler leur soutien à la France lors du sommet de Pau réuni en janvier 2020 à la demande de Macron.

C'est dans ce contexte de guerre idéologique qu'en décembre 2019, Macron prend la décision de « kidnapper » l'eco profitant des balbutiements du projet de monnaie CEDEAO. Depuis 30 ans, ses pays membres échouent à atteindre les critères de convergence parce qu'en réalité, les gouvernants ne souhaitent pas y parvenir. C'est le cas du Nigeria qui représente le premier PIB de la région et plus de 52% de la population. Macron et Ouattara ont annoncé le passage à l'eco depuis Abidjan le jour même où les pays de la CEDEAO se sont finalement entendus sur l'eco-CEDEAO. Cela a été vécu comme une insulte et a révélé une certaine incompétence diplomatique.

Les perspectives de changement : reconquérir les souverainetés

Pour **A.-C. Robert**, elles ne peuvent passer que par des **mouvements populaires**, car on ne peut rien attendre des institutions françaises et de la France-Afrique. Les échanges entre intellectuels et sociétés civiles des deux continents sont la clé pour **creuser en profondeur les contradictions et faire cheminer les idées**. La récupération de la destruction du franc CFA par les pouvoirs en place montre que le travail de sape effectué par les intellectuels progressistes a produit ses effets. Le système est sur la défensive. Le terrain s'est ouvert, d'autant que les mutations géopolitiques mondiales dessinent de nouveaux espaces. Le travail intellectuel qui est fondateur doit donc se poursuivre pour que les forces du changement soient prêtes à s'immiscer dans ces espaces en évitant toute tentative de récupération. Intellectuels et acteurs sociaux joueront ainsi pleinement leur rôle.

Depuis bientôt 10 ans de présence française au Sahel, la situation n'a cessé de se dégrader. L'intervention de la France et, de plus en plus, de l'Europe est perçue comme faisant partie du problème. Le PGE, de même que ses membres, le PCF, Siriza, Die Linke, le parti communiste espagnol, pensent que ces forces doivent **créer les conditions de leur départ sans précipitation, avec un calendrier précis** en veillant à ne pas provoquer davantage de chaos dans le centre du Mali et la zone des trois frontières, mais au contraire à construire des solutions politiques, prévient **Félix Atchadé**. Ces solutions politiques ne peuvent s'élaborer que dans un cadre militaire local, africain avec les puissances sous-régionales, et en redonnant des capacités aux Etats du Sahel. **Ce processus doit s'effectuer par le dialogue avec les sociétés civiles et les forces insurgées**. Le vocable de guerre contre le terrorisme qui consiste à mettre tout dans le même sac, a fait preuve de son inefficacité. Rompre avec ce militarisme désuet est essentiel. La Chine n'a pas acquis sa position par les canons, mais par sa capacité à nouer des partenariats même s'ils sont critiquables. La France et les pays européens ont les moyens de créer de réelles coopérations.

L'Europe doit rompre avec ce prisme sécuritaire et sa vision de l'Afrique vue comme péril migratoire. L'ambiguïté européenne est de vouloir, non sans cynisme, une main d'œuvre non qualifiée et qualifiée issue de l'immigration tout en rendant le parcours migratoire de plus en plus coûteux en vies humaines. Il faut au contraire nouer un dialogue avec l'Afrique sur ces questions.

Il est tant que les Européens restituent aux pays africains leur **souveraineté monétaire** pour qu'elle puisse être mise au service du progrès social et économique. Des enseignements peuvent être tirés de l'histoire de la monnaie unique européenne.

Les Etats généraux de l'eco³ ont eu pour objectif d'installer un débat à poursuivre⁴ autour de la question : **quelle philosophie monétaire en Afrique de l'ouest ?** Aujourd'hui deux philosophies cohabitent : la philosophie monétariste, voire ordolibérale à l'Allemande, qui est celle du franc CFA, avatar de l'euro, et en face une philosophie portée par les pays anglophones qui donne à la monnaie un caractère plus volontariste. La banque centrale du Nigeria, par exemple, oblige les banques commerciales à faire crédit à hauteur de 60% de leurs fonds propres. Pour un eco à 15, un travail d'harmonisation des visions est nécessaire.

Fédéralisme ou coordination des politiques et des projets ? Le débat sur l'intégration est également fondamental, tout autant que celui du changement de modèle économique et des transformations structurelles des économies au-delà de la région ouest-africaine : sortir enfin de l'insertion primaire au sein du commerce international, transformer sur place les matières premières, disposer d'un système financier au service de ces transformations structurelles.

Au-delà de savoir si la France précipitera ou non la fin du franc CFA, ce qui intéresse **Kako Nubukpo** est ce que dit l'Afrique sur sa propre émancipation monétaire. Trois des principaux invités étrangers à Lomé⁵ n'ont pas été autorisés à quitter leur pays. Quelle est cette Afrique qui refuse que ses fils et ses filles débattent ? La possibilité de **créer des espaces de délibération** est une condition essentielle pour construire l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Le débat sur la dette et le budget ne peut se mener sans celui sur la monnaie. **Les deux leviers budgétaires et monétaires sont requis pour engager ces transformations structurelles.** La reconquête des instruments de souveraineté monétaire est un impératif absolu. Le jeu international dans lequel l'Afrique est plongée, notamment à travers la dette, est mortifère. Personne ne se pose la question du ratio dette sur PIB pour des pays comme le Japon ou l'Italie où il dépasse 200% et 130%. Les 51% de dette de l'Afrique pose problème pourtant ! Le sommet du 18 mai à Paris est passé à côté des questions de fond.

L'urgence est de **mettre un terme à l'accord de coopération monétaire avec la France**. La garantie française veut que si les Etats n'ont pas assez de devises étrangères pour honorer leurs engagements extérieurs, le trésor français assurera les euros nécessaires. Or, cette garantie n'a jamais été activée, sauf lors des découverts du compte d'opération de 1980 à 1990, pour permettre le rapatriement des capitaux français avant la dévaluation de 1994 qui n'aurait pas dû se produire si la garantie avait existé. Le slogan « France Dégage » vient de cette urgence de sortir la France du CFA, revendication que devraient reprendre tous les Européens.

La monnaie unique CEDEAO s'inspire d'un logiciel mis en œuvre en Europe au temps de Mitterrand pour justifier la rigueur et l'austérité. Les Allemands ont imposé des critères de gestion pour entrer dans la monnaie unique afin de ne pas financer les déficits des autres pays. La France a négocié les transferts budgétaires pour harmoniser des pays très hétérogènes. L'union s'est faite sans fédéralisme politique et budgétaire ce qui a provoqué la catastrophe de la crise de la zone euro lors de la crise

³ Université de Lomé, 26-28 mai 2021. Voir le rapport, « [Du Franc CFA à l'Eco : quelle monnaie pour quel développement en Afrique de l'ouest?](#) ».

⁴ Une biennale pluridisciplinaire est prévue tous les deux ans à Lomé sur la monnaie en Afrique.

⁵ Ousmane Sonko, président du PASTEF, parti politique d'opposition, du Sénégal, Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG, de Guinée, Succès Masra, économiste et candidat à la dernière présidentielle, du Tchad.

financière de 2008. En Afrique les critères de convergence ne peuvent s'appliquer en raison de la volatilité des cours des matières premières qui peut fragiliser brutalement une économie entière.

Si l'on veut une bonne monnaie unique CEDEAO, elle doit être précédée par un Etat fédéral ou a minima d'une coordination renforcée des politiques budgétaires avec des transferts fiscaux dans une perspective de souveraineté. Si c'est impossible, alors les pays doivent avoir leur monnaie nationale. Le Sénégal devrait avoir la sienne, car il sera bientôt producteur et exportateur de pétrole et de gaz. La banque centrale devrait étudier les impacts des hydrocarbures sur la politique monétaire.

N. S. Sylla plaide pour **des systèmes de monnaie nationale solidaire**⁶. Des accords de ligne de crédit permettraient alors de favoriser les échanges communautaires, ce que la Chine fait déjà avec l'Angola et le Nigeria. Un fonds monétaire africain peut être créé pour stabiliser les taux de change et mutualiser les réserves de change. Des politiques communes d'autosuffisance alimentaire, énergétique et de la ressource en eau sont possibles. Mais la démarche néolibérale y fait obstacle.

Le problème de la dette se pose pour les pays qui n'ont pas de souveraineté monétaire. Mais même dans la zone euro, les critères de déficit ont été abandonnés car ils n'ont aucun fondement théorique. L'Etat doit dépenser pour satisfaire le bien public, la santé, l'éducation et donner un emploi à chacun.e. Le déficit public correspond au surplus du secteur privé. L'endettement en monnaie nationale est couvert par l'épargne, ce qui ne pose donc aucun problème. L'essentiel est de pouvoir contrôler les taux d'intérêt, ce que ne peuvent pas faire les pays ouest-africains car ils s'endettent en devise étrangère⁷. Le seul moyen de maintenir la parité avec l'euro en zone UEMOA est soit l'austérité budgétaire, soit l'endettement en devise étrangère. Tous les pays de la région à l'exception de la Côte d'Ivoire sont en déficit commercial chronique. Ils doivent donc s'endetter.

Il faut **annuler la dette en monnaie étrangère** car le problème des pays de l'UEMOA est un problème de solvabilité et non de liquidité, **et conditionner cette annulation à un audit citoyen** pour faire la transparence sur l'utilisation de l'argent. Une réforme des institutions devrait permettre de donner un droit de veto populaire aux organisations de la société civile pour que les choix en matière de dépenses et d'endettement puissent avoir le consentement du peuple. Macron promeut les partenariats public privé en Afrique alors qu'ils sont des bombes à retardement budgétaire⁸, et favorisent l'aide liée qui constitue encore 74% de l'aide publique au développement de la France. Les projets d'infrastructures sont des gouffres financiers car le pays s'endette en dollars, une dette qu'il faudra régler en dollars. Si un péage est réalisé, les recettes seront en CFA. L'endettement est inévitable pour payer ces infrastructures et constituer les réserves de change pour payer les entreprises qui réalisent ces projets et rapatrient leur profit en devise étrangère. **La nouvelle philosophie du développement consiste à maximiser les financements privés et réduire tous les risques, rendre les services publics payants,** limiter les risques de change, les risques politiques en exigeant de l'Etat qu'il dédommage l'entreprise, en cas de grève par exemple, ou si le chiffre d'affaires n'atteint pas ce qui est escompté⁹. Ce système fait exploser l'endettement en devise étrangère.

⁶ Ndongo Samba Sylla, Fanny Pigeaud, [L'arme invisible de la Francafrigue](#), La Découverte, 2018. P. 206.

⁷ Le Sénégal a émis deux eurobonds en 2018 pour 1 Mrds d'euros, les intérêts sur 30 ans s'élèvent à 1 Mrd de dollars, ce qui est choquant ! Récemment, 1 nouveau a été pour 500 mrds et 400 mrds d'intérêt.

⁸ « Les contrats de partenariats : des bombes à retardement ? », rapport du Sénat n°733, 16 juillet 2014.

Special report 09/2018: [Public Private Partnerships in the EU: Widespread shortcomings and limited benefits](#), Cour des comptes européenne.

⁹ Daniela Gabor, Ndongo Samba Sylla, [« La doctrine Macron en Afrique : une bombe à retardement budgétaire »](#), Le Grand continent, le 24 décembre 2020.

La crise est liée aussi avant tout à la **crise de légitimité des régimes au Sahel. Les forces étrangères doivent quitter l'Afrique qui doit assumer sa sécurité de façon souveraine.** Cela permettrait un renforcement des capacités et une reconstruction de la légitimité. Les principaux problèmes des sociétés africaines doivent être traités : la démographie explose et nos gouvernements sont incapables de répondre au besoin de la jeunesse gangrénée par la pauvreté et le chômage. La défaillance des structures économiques est en cause, c'est la responsabilité des Africains et une question de leadership. **Les gouvernements doivent s'émanciper de celles et ceux qui privilégient les intérêts extérieurs** pour au contraire répondre aux problèmes des sociétés africaines. Les organisations de la société civile et les progressistes doivent ainsi contrôler et orienter l'action des gouvernements. Mais le colonialisme francophone a engendré une espèce d'esclavage mental. Le leadership francophone est encore très lié à la France.

La meilleure manière d'exprimer la solidarité est de couper les racines de la tyrannie chez soi. Cette tâche appartient aux peuples là où ils se trouvent. La solidarité internationale peut mettre fin aux dynamiques d'exploitation et de domination et apporter des réponses durables aux défis communs.